

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 95 — 823

[C — WIN — 27172]

23 MARS 1995. — Décret portant création d'un Centre régional d'aide aux communes chargé d'assurer le suivi et le contrôle des plans de gestion des communes à finances obérées et d'apporter son concours au maintien de l'équilibre financier des communes de la Région wallonne (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE Ier. — *Définition*

Article 1er. Au sens du présent décret, il faut entendre :

§ 1er. par Ministre, le Ministre délégué par le Gouvernement wallon pour l'exercice de la tutelle des pouvoirs locaux;
§ 2. par le C.R.A.C., le compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées ouvert auprès de l'institution financière contractante.

CHAPITRE II. — *Du financement du compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées*

Art. 2. § 1er. Le Gouvernement wallon est autorisé à conclure avec le Crédit Communal de Belgique ou avec tout organisme financier agréé par celui-ci une convention en vue d'assainir structurellement la situation de certaines communes à finances obérées.

§ 2. L'article 2 du décret du 20 juillet 1989 ne s'applique pas aux dispositions de l'article 20, § 4, du même décret. Le Gouvernement est autorisé, selon les modalités qu'il détermine, à affecter les montants visés à l'article 20, § 4, dudit décret. Complémentairement à la dotation générale visée à l'article 1er du décret du 20 juillet 1989, le Gouvernement est autorisé, selon les modalités qu'il détermine, à subventionner les communes à finances obérées par des subventions complémentaires permettant d'alléger leurs charges de dettes de trésorerie.

Art. 3. Sont considérées comme communes en difficultés financières au sens de l'article 20, § 4, du décret du 20 juillet 1989 fixant les règles de financement général des communes, celles ayant conclu des prêts d'aide extraordinaire à long terme avec accès au C.R.A.C.

CHAPITRE III. — *De la création*

Art. 4. § 1er. Il est créé un service autonome décentralisé doté de la personnalité juridique dénommé "Centre régional d'aide aux communes" et appelé ci-après "le Centre".

§ 2. Son siège est situé à Namur.

CHAPITRE IV. — *Des missions*

Art. 5. § 1er. Le Centre a pour mission de conseiller les communes dans le suivi de leur plan de gestion conformément au décret du 3 juin 1993 relatif aux principes généraux des plans de gestion des communes à finances obérées.

§ 2. Il a, en outre, pour missions :

- a) d'assurer le suivi des crédits et débits du C.R.A.C., et de prendre toutes mesures financières positives de gestion de solde dudit compte;
- b) d'examiner les situations budgétaires des communes sollicitant l'accès au C.R.A.C.;
- c) d'aider à la gestion de trésorerie des communes;
- d) de délivrer des avis au Gouvernement wallon ou au Ministre qu'il délègue à cette fin sur les problèmes relatifs à la situation financière des communes;
- e) toutes missions en rapport avec son objet qui lui sont confiées par le Gouvernement wallon.

§ 3. Le C.R.A.C. est ouvert au nom du Centre.

Art. 6. Le Centre est soumis à l'autorité du Gouvernement wallon.

(1) Session 1994-1995.

Documents du Conseil. — n° 315 (1994-1995), N°s 1 à 4

Compte rendu intégral. — Séance publique du 23 mars 1995.

Discussion. — Vote.

CHAPITRE V. — *De la gestion*

Art. 7. § 1er. La gestion du Centre est confiée conjointement aux fonctionnaires dirigeants, à savoir le directeur général, le 1er directeur général adjoint et le 2e directeur général adjoint.

§ 2. Le Gouvernement wallon procède à la première nomination des fonctionnaires dirigeants visés au § 1er.

Art. 8. § 1er. Il est créé un Comité d'orientation composé comme suit :

- 1° le Ministre ou son délégué;
- 2° le secrétaire général du Ministère de la Région wallonne qui en assure la présidence;
- 3° le directeur général de la Direction générale des Pouvoirs locaux;
- 4° l'inspecteur général de la Division de la Trésorerie du Ministère de la Région wallonne;
- 5° cinq délégués de l'Union des Villes et Communes de Wallonie dont le président et les deux vice-présidents ou leurs délégués;
- 6° un inspecteur des finances désigné par le Gouvernement wallon.

Le fonctionnaire dirigeant et les fonctionnaires dirigeants adjoints du Centre assistent au Comité d'orientation avec voix consultative.

§ 2. Les missions du Comité sont :

- 1° de proposer le budget du Centre à soumettre au Gouvernement wallon;
- 2° de vérifier le suivi des missions confiées au Centre;
- 3° de donner d'initiative ou à la demande du Gouvernement wallon son avis sur le rôle et les missions du Centre.

§ 3. Le Gouvernement wallon désigne les membres du Comité d'orientation. Le secrétariat du Comité est assuré par le Centre.

§ 4. Le Gouvernement wallon arrête le règlement d'ordre intérieur. Il fixe le mode d'indemnisation des membres du Comité d'orientation.

§ 5. Le Gouvernement peut élargir la composition du Comité d'orientation en tenant compte de l'extension des missions du Centre, conformément à l'article 5, § 2, e. Il doit maintenir la parité entre les représentants des pouvoirs locaux et de la Région wallonne.

Art. 9. Le projet de budget annuel du Centre est arrêté par le Gouvernement wallon.

Il est annexé au projet de budget général des dépenses du Ministère de la Région wallonne, en vue de sa présentation au Conseil régional wallon.

Art. 10. § 1er. Les comptes du Centre sont établis sous l'autorité du Gouvernement wallon.

Celui-ci les soumet au contrôle de la Cour des Comptes, au plus tard le 30 juin de l'année qui suit celle de la gestion. Ces comptes sont joints au budget général de la Région wallonne pour l'exercice suivant la date du dépôt du compte.

§ 2. Le Gouvernement wallon organise le suivi des engagements budgétaires.

Art. 11. Le Gouvernement wallon organise le contrôle administratif et budgétaire du Centre dans le respect de l'article 51 de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Art. 12. Le Centre est autorisé à être mandaté par les communes pour contracter des emprunts et ce, à concurrence d'un montant fixé annuellement par le Gouvernement wallon. Le Gouvernement ou le Ministre qu'il délègue à cette fin en approuve les conditions et les modalités. Le Gouvernement peut accorder sa garantie à ces emprunts aux conditions et modalités qu'il détermine.

Art. 13. Le Gouvernement wallon fixe les règles complémentaires relatives :

- 1° à la présentation des budgets;
- 2° à la comptabilité;
- 3° à la reddition des comptes;
- 4° aux situations et rapports périodiques;
- 5° aux délégations accordées aux fonctionnaires dirigeants du Centre.

CHAPITRE VI. — *Du personnel*

Art. 14. § 1er. Le Gouvernement wallon fixe le statut administratif et pécuniaire du personnel du Centre. Il en fixe le cadre et procède aux nominations.

§ 2. Le Gouvernement wallon peut mettre à disposition le personnel nécessaire à son fonctionnement.

Art. 15. Complémentairement, le Centre peut engager des personnes sous contrat de travail pour notamment :

- 1° répondre à des besoins exceptionnels et temporaires en personnel, qu'il s'agisse soit de la mise en œuvre d'actions limitées dans le temps, soit d'un surcroît extraordinaire de travail;
- 2° remplacer des agents qui n'assument pas leur fonction ou ne l'assument qu'à temps partiel;
- 3° accomplir des tâches auxiliaires ou spécifiques définies par le Gouvernement.

Art. 16. Le Gouvernement wallon octroie les subventions nécessaires au fonctionnement du Centre. Il autorise la prise en charge des frais du Centre sur le débit du C.R.A.C.

Le Centre est autorisé à percevoir tous revenus promérités, subventions et ressources généralement quelconques.

CHAPITRE VII. — *Dispositions finales*

Art. 17. Le présent décret entre en vigueur le jour de son vote par le Conseil régional wallon, sauf l'article 2 dont la date d'entrée en vigueur est fixée au 30 juillet 1992.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 23 mars 1995.

Le Ministre-Président,
chargé de l'Economie, des P.M.E., des Relations extérieures et du Tourisme,

R. COLLIGNON

Le Ministre du Développement technologique, de la Recherche scientifique, de l'Emploi et de la Formation,

A. LIENARD

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

B. ANSELME

Le Ministre des Transports,

A. BAUDSON

Le Ministre des Travaux publics,

J.-P. GRAFE

Le Ministre de l'Action sociale, du Logement et de la Santé,

W. TAMINIAUX

Le Ministre de l'Environnement, des Ressources naturelles et de l'Agriculture,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

[C — WIN — 27172]

D. 95 — 823

23. MÄRZ 1995. — Dekret zur Einrichtung eines regionalen Beihilfezentrums für die Gemeinden, mit dem Auftrag, die Bearbeitung und die Überwachung der Verwaltungspläne der mit Schulden belasteten Gemeinden zu gewährleisten und seine Unterstützung für die Aufrechterhaltung des finanziellen Gleichgewichts der Gemeinden der Wallonischen Region zu gewähren (1)

Der Wallonische Regionalrat hat folgendes angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es:

KAPITEL I. — *Definitionen*

Artikel 1. Im Sinne des vorliegenden Dekrets gelten folgende Definitionen:

§ 1: der Minister: der Minister, der von der Wallonischen Regierung beauftragt wurde, um die Aufsicht über die lokalen Behörden auszuüben;

§ 2: das R.K.S.G.: das regionale Konto für die Sanierung der mit Schulden belasteten Gemeinden, das bei dem vertragschließenden Finanzinstitut eröffnet wurde.

KAPITEL II. — *Die Finanzierung des regionalen Kontos für die Sanierung der mit Schulden belasteten Gemeinden*

Art. 2. § 1. Die Wallonische Regierung ist befugt, mit dem Gemeindekredit Belgiens oder mit jedem von ihm anerkannten Finanzinstitut ein Abkommen zu schließen, um die Lage verschiedener mit Schulden belasteten Gemeinden strukturell zu sanieren.

(1) *Sitzung 1994-1995.*

Dokumente des Rates. — Nr. 315 (1994-1995), Nr. 1 bis 4.

Ausführliches Sitzungsprotokoll. — Öffentliche Sitzung vom 23. März 1995.

Diskussion. — Abstimmung.

§ 2. Artikel 2 des Dekrets vom 20. Juli 1989 findet keine Anwendung auf die Bestimmungen von Artikel 20 § 4 desselben Dekrets. Die Regierung ist befugt nach von ihr bestimmten Durchführungsbestimmungen die in Artikel 20 § 4 des genannten Dekrets angeführten Beträge zuzuweisen.

Zusätzlich zu der in Artikel 1 des Dekrets vom 20. Juli 1989 genannten allgemeinen Dotation, ist die Region befugt nach von ihr bestimmten Durchführungsbestimmungen die mit Schulden belasteten Gemeinden durch Zusatzsubventionen zu subventionieren, um somit die Schuldenlast ihres Gemeindehaushalts zu erleichtern.

Art. 3. Als in finanziellen Schwierigkeiten befindliche Gemeinden im Sinne von Artikel 20 § 4 des Dekrets vom 20. Juli 1989 zur Festlegung der Regeln der allgemeinen Finanzierung der Gemeinden gelten jene, die Langzeitdarlehen für außerordentliche Hilfen mit Zugang zum RKSG aufgenommen haben.

KAPITEL III. — Die Einrichtung

Art. 4. § 1. Eine autonome dezentralisierte Dienststelle mit Rechtspersönlichkeit wird unter dem Namen "Centre régional d'aides aux communes" (Regionales Beihilfezentrum für die Gemeinden) gegründet, nachstehend "das Zentrum" genannt.

§ 2. Der Sitz dieses Zentrums ist Namur.

KAPITEL IV. — Aufgaben

Art. 5. § 1. Das Zentrum wird beauftragt, die Gemeinden gemäß dem Dekret vom 3. Juni 1993 über die allgemeinen Grundsätze des Verwaltungsplans der mit Schulden belasteten Gemeinden bei der Bearbeitung ihrer Verwaltungspläne zu unterstützen.

§ 2. Zusätzliche Aufgaben betreffen:

- a) die Gewährleistung der Kontrolle der Aktiva und Passiva des RKSG und die Ausführung jeglicher positiver Verwaltungsmaßnahmen des Saldos des genannten Kontos;
- b) die Überprüfung der Haushaltslage der Gemeinden, die den Zugang zum RKSG beantragen;
- c) die Unterstützung bei der Verwaltung des Gemeindehaushalts;
- d) die Aushändigung von Gutachten für die Wallonische Regierung oder den in diesem Bereich beauftragten Minister zu den Problemen bezüglich der Finanzlage der Gemeinden;
- e) jegliche von der Wallonischen Regierung anvertrauten Aufgaben, die in Zusammenhang mit seinen Zielsetzungen stehen.

§ 3. Das RKSG wird im Namen des Zentrums eröffnet.

Art. 6. Das Zentrum unterliegt der Zuständigkeit der Wallonischen Regierung.

KAPITEL V. — Die Verwaltung

Art. 7. § 1. Die Verwaltung des Zentrums wird den gemeinsam handelnden leitenden Beamten anvertraut, d.h. dem Generaldirektor, dem ersten beigeordneten Generaldirektor und dem zweiten beigeordneten Generaldirektor.

§ 2. Die wallonische Regierung sorgt für die erste Ernennung der in § 1 erwähnten leitenden Beamten.

Art. 8. § 1. Ein Orientierungsausschuss wird gegründet, der sich folgendermaßen zusammensetzt:

- 1° der Minister oder sein Stellvertreter;
 - 2° der Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region, der den Vorsitz dieses Ausschusses übernimmt;
 - 3° der Generaldirektor der Generaldirektion der lokalen Behörden;
 - 4° der Generalinspektor der Abteilung der Finanzverwaltung der Wallonischen Region;
 - 5° fünf Vertreter der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie, worunter deren Vorsitzender und die beiden stellvertretenden Vorsitzenden oder ihre Vertreter;
 - 6° ein von der Wallonischen Regierung benannter Finanzinspektor.
- Der leitende Beamte und die beigeordneten leitenden Beamten des Zentrums wohnen den Sitzungen des Orientierungsausschusses mit beratender Stimme bei.

§ 2. Dieser Ausschuss nimmt folgende Aufgaben wahr:

- 1° Ausarbeitung des der Wallonischen Regierung zu unterbreitenden Haushaltsvorschlags des Zentrums;
- 2° Überprüfung der Entwicklung der dem Zentrum anvertrauten Aufgaben;
- 3° Auf eigene Initiative oder auf Anfrage der Wallonischen Regierung, Stellungnahme zu der Rolle und den Aufgaben des Zentrums.

§ 3. Die Wallonische Regierung ernennt die Mitglieder des Orientierungsausschusses. Das Sekretariat des Ausschusses wird durch das Zentrum gewährleistet.

§ 4. Die Wallonische Regierung verabschiedet die allgemeine Dienstordnung. Sie legt außerdem die Modalitäten für die Entschädigung der Mitglieder des Orientierungsausschusses fest.

§ 5. Die Regierung ist berechtigt, die Zusammenstellung des Orientierungsausschusses unter Berücksichtigung der gemäß Artikel 5, § 2, e, durchgeführten Ausdehnung der Aufgaben des Zentrums, zu erweitern. Die Regierung muß dabei die Parität zwischen Vertretern der lokalen Behörden und Vertretern der Wallonischen Region wahren.

Art. 9. Der Entwurf des Jahreshaushalts des Zentrums wird von der Wallonischen Regierung verabschiedet.

Er wird dem Entwurf des allgemeinen Ausgabenhaushalts des Ministeriums der Wallonischen Region beigelegt, um dem Wallonischen Regionalrat unterbreitet zu werden.

Art. 10. § 1. Die Konten des Zentrums werden unter der Autorität der Wallonischen Regierung aufgestellt. Die Regierung legt diese Konten spätestens am 30. Juni des Jahres nach dem Verwaltungsjahr dem Rechnungsaor zur Überprüfung vor. Diese Konten werden dem allgemeinen Haushalt der Wallonischen Region für das Haushaltsjahr, das auf das Datum der Hinterlegung des Kontos folgt, beigefügt.

§ 2. Die Wallonische Regierung organisiert die Überwachung der Haushaltsverpflichtungen des Zentrums.

Art. 11. Die Wallonische Regierung organisiert die verwaltungstechnische und haushaltstechnische Überwachung des Zentrums unter Beachtung von Artikel 51 des Sondergesetzes vom 16. Januar 1989 über die Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen.

Art. 12. Das Zentrum ist befugt, von den Gemeinden als Bevollmächtigter benannt zu werden, um Darlehen aufzunehmen und zwar in Höhe eines jährlich von der Wallonische Regierung festgelegten Betrags. Die Regierung oder der von ihr diesbezüglich beauftragte Minister verabschiedet die Bedingungen und die Modalitäten dieser Aufnahme. Die Regierung ist befugt, nach von ihr festgelegten Bedingungen und Modalitäten für dieses Darlehen die Bürgschaft zu übernehmen.

Art. 13. Die Wallonische Regierung legt zusätzliche Bestimmungen fest, bezüglich:

1° der Vorlegung des Haushalts;

2° der Buchführung;

3° der Kontenabrechnung;

4° der Sachlagen und periodischen Berichte;

5° der den leitenden Beamten des Zentrums gewährten Befugnisübertragungen.

KAPITEL VI. — *Das Personal*

Art. 14. § 1. Die Wallonische Regierung legt das Verwaltungs- und Gehaltsstatut des Personals des Zentrums fest. Sie legt ebenfalls den Stellenplan fest und führt Ernennungen durch.

§ 2. Die Wallonische Regierung ist befugt, das für die Arbeitsweise des Zentrums notwendige Personal zur Verfügung zu stellen.

Art. 15. Zusätzlich ist das Zentrum berechtigt, Personen in einem Arbeitsvertragsverhältnis einzustellen, u.a. um:

1° einem außergewöhnlichen und zeitweiligen Personalbedarf gerecht zu werden, ob es sich dabei um die Verwirklichung zeitlich begrenzter Aktionen handelt, oder um ein außergewöhnlich hohes Arbeitsvolumen;

2° Beamte zu ersetzen, die ihre Aufgaben nicht wahrnehmen oder nur in einer Teilzeitbeschäftigung wahrnehmen;

3° von der Regierung definierte spezifische Tätigkeiten oder Nebentätigkeiten auszuführen.

Art. 16. Die Wallonische Regierung gewährt die für die Arbeit des Zentrums notwendigen Subventionen. Sie erlaubt ebenfalls die Deckung der Kosten des Zentrums durch die Aktivseite des RKSG.

Das Zentrum ist befugt, alle ihm zukommenden Einkommen, Subventionen und gewöhnliche Einkünfte irgendwelcher Art zu beziehen.

KAPITEL VII. — *Abschließende Bestimmungen*

Art. 17. Das vorliegende Dekret tritt am Tag seiner Wahl durch die Wallonische Regionalregierung in Kraft, mit Ausnahme von Artikel 2, dessen Datum des Inkrafttretens auf den 30. Juli 1992 festgelegt wird.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 23. März 1995.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regierung,
beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB, den Auswärtigen Beziehungen und dem Tourismus,

R. COLLIGNON

Der Minister der Technologischen Entwicklung,
der Wissenschaftlichen Forschung, der Beschäftigung und der Berufsbildung,

A. LIENARD

Der Minister der Inneren Angelegenheiten, des Öffentlichen Dienstes und des Haushalts,

B. ANSELME

Der Minister der Raumordnung, des Erbes und des Transportwesens,

A. BAUDSON

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten,

J.-P. GRAFE

Der Minister der Sozialen Maßnahmen, des Wohnungswesens und des Gesundheitswesens,

W. TAMINIAUX

Der Minister der Umwelt, der Naturschätze und der Landwirtschaft,

G. LUTGEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 95 — 823

[C — WIN — 27172]

23 MAART 1995. — Decreet houdende oprichting van een Gewestelijk Hulpcentrum voor gemeenten dat instaat voor de follow-up van en de controle op de beheersplannen van de met schulden bezwaarde gemeenten en dat het financiële evenwicht van de gemeenten van het Waalse Gewest moet helpen handhaven (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Definitie*

Artikel 1. In de zin van dit decreet wordt verstaan onder :

§ 1. Minister : de door de Waalse Regering gemachtigde Minister bevoegd voor de voogdij over de lokale besturen.

§ 2. : "C.R.A.C." : de "Compte régional pour l'assainissement des communes à finances obérées" (Gewestelijke rekening voor de sanering van de financiën van met schulden bezwaarde gemeenten), geopend bij de contracterende financiële instelling.

HOOFDSTUK II. — *Financiering van de "C.R.A.C."*

Art. 2. § 1. De Waalse Regering is ertoe gemachtigd een overeenkomst te sluiten met het Gemeentekrediet van België of met elke andere door hem erkende financiële instelling om de financiële toestand van bepaalde met schulden bezwaarde gemeenten structureel te saneren.

§ 2. Artikel 2 van het decreet van 20 juli 1989 tot vaststelling van de regelen inzake algemene financiering van de Waalse gemeenten is niet van toepassing op de bepalingen van artikel 20, § 4, van hetzelfde decreet. De Regering is ertoe gemachtigd de in artikel 20, § 4, van voornoemd decreet bedoelde bedragen krachtens de door haar bepaalde modaliteiten te besteden. Naast de in artikel 1 van het decreet van 20 juli 1989 bedoelde algemene dotatie is de Regering ertoe gemachtigd de met schulden bezwaarde gemeenten krachtens de door haar bepaalde modaliteiten te subsidiëren met aanvullende toelagen die hun kasschuldenlast moeten helpen verlichten.

Art. 3. Beschouwd worden als gemeenten met financiële moeilijkheden in de zin van artikel 20, § 4, van het decreet van 20 juli 1989, de gemeenten die langlopende leningen voor buitengewone hulp, met toegang tot de "C.R.A.C.", aangegaan hebben.

HOOFDSTUK III. — *Oprichting*

Art. 4. § 1. Er wordt een gedecentraliseerde autonome dienst met rechtspersoonlijkheid opgericht, te weten de "Centre régional d'aide aux communes", hierna "het Centrum" genoemd.

§ 2. De zetel is gevestigd te Namen.

HOOFDSTUK IV. — *Opdrachten*

Art. 5. § 1. Het centrum heeft als opdracht de gemeenten te adviseren over de follow-up van hun beheersplan, overeenkomstig het decreet van 3 juni 1993 betreffende de algemene principes van het beheersplan voor met schulden bezwaarde gemeenten.

§ 2. De overige opdrachten van het centrum zijn de volgende :

- a) zorgen voor de follow-up van de activa en passiva van de "C.R.A.C." en alle positieve financiële maatregelen voor het saldobehoor van voornoemde rekening treffen,
- b) de budgettaire situatie van de gemeenten die om de toegang tot de "C.R.A.C." vragen, onderzoeken,
- c) meewerken aan het beheer van de thesaurie van de gemeenten,
- d) de Waalse Regering of de door haar gemachtigde Minister adviseren over de financiële problemen van de gemeenten,
- e) al de hem door de Waalse Regering toevertrouwde opdrachten die betrekking hebben op zijn doelstellingen.

§ 3. De "C.R.A.C." is op naam van het Centrum geopend.

Art. 6. Het Centrum is aan het gezag van de Waalse Regering onderworpen.

HOOFDSTUK V. — *Beheer*

Art. 7. § 1. De leidende ambtenaren, met name de directeur-generaal, de eerste adjunct-directeur-generaal en de tweede adjunct-directeur-generaal zorgen gezamenlijk voor het beheer van het Centrum.

§ 2. De Waalse Regering gaat over tot de eerste benoeming van de leidende ambtenaren vermeld in § 1.

Art. 8. § 1. Er wordt een oriëntatiecomité opgericht dat samengesteld is uit :

- 1° de Minister of zijn afgevaardigde;
- 2° de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest die het voorzitterschap waarneemt;
- 3° de directeur-generaal van de Algemene Directie Lokale Besturen;

(1) Zitting 1994-1995.

Stukken van de Raad. — Nr. 315 (1994-1995), Nrs. 1 tot 4.

Volledig verslag. — Openbare vergadering van 23 maart 1995.

Bespreking. — Stemming.

4° de Inspecteur-generaal van de Afdeling Thesaurie van het Ministerie van het Waalse Gewest;
5° vijf afgevaardigden van de Vereniging van Waalse Steden en Gemeenten, onder wie de voorzitter en beide onder-voorzitters of hun afgevaardigden;

6° een door de Waalse Regering aangewezen Inspecteur van Financiën.

De leidende ambtenaar en de leidende adjunct-ambtenaren van het Centrum wonen het oriëntatiecomité met raadgevende stem bij.

§ 2. De opdrachten van het Comité zijn de volgende :

1° de aan de Waalse Regering voor te leggen begroting van het Centrum voordragen;

2° zorgen voor de follow-up van de aan het Centrum toevertrouwde opdrachten;

3° op eigen initiatief of op verzoek van de Waalse Regering advies geven over de rol en de opdrachten van het Centrum.

§ 3. De Waalse Regering benoemt de leden van het oriëntatiecomité. Het secretariaat van het comité wordt door het Centrum waargenomen.

§ 4. De Waalse Regering stelt het huishoudelijk reglement vast. Zij bepaalt de wijze van vergoeding van de leden van het oriëntatiecomité.

§ 5. Overeenkomstig artikel 5, § 2, e, mag de Regering de samenstelling van het oriëntatiecomité verruimen in geval van toename van de opdrachten van het Centrum. Zij moet de pariteit tussen de vertegenwoordigers van de lokale besturen en het Waalse Gewest handhaven.

Art. 9. Het jaarlijkse begrotingsontwerp van het Centrum wordt door de Waalse Regering vastgesteld.

Het wordt bij het ontwerp van de algemene uitgavenbegroting van het Ministerie van het Waalse Gewest gevoegd alvorens aan de Waalse Gewestraad te worden voorgelegd.

Art. 10. § 1. De rekeningen van het Centrum worden onder toezicht van de Waalse Regering vastgesteld.

Deze laatste stuurt ze door naar het Rekenhof, uiterlijk op 30 juni van het jaar na dat van het beheer. De rekeningen worden gevogd bij de algemene begroting van het Waalse Gewest voor het begrotingsjaar dat volgt op de datum van de deponering van de rekening.

§ 2. De Waalse Regering staat in voor de follow-up van de budgettaire vastleggingen.

Art. 11. De Waalse Regering organiseert de administratieve- en begrotingscontrole van het Centrum, overeenkomstig artikel 51 van de bijzondere wet van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Art. 12. Het Centrum mag door de gemeenten gemandateerd worden om leningen aan te gaan tot een bedrag dat jaarlijks door de Waalse Regering wordt vastgelegd. De Regering of de door haar gemachtigde Minister keuren de voorwaarden en de modaliteiten ervan goed. De Regering kan voor deze leningen haar waarborg verlenen onder de voorwaarden en volgens de modaliteiten die zij bepaalt.

Art. 13. De Waalse Regering stelt de aanvullende regelen vast m.b.t. :

1° de indiening van de begrotingen;

2° de boekhouding;

3° de rekening en verantwoording;

4° de periodieke toestanden en rapporten;

5° de aan de leidende ambtenaren van het Centrum toegekende delegaties.

HOOFDSTUK VI. — *Personeel*

Art. 14. § 1. De Waalse Regering stelt het administratieve en geldelijke statuut van het centrupersoneel vast. Zij stelt de personeelsformatie ervan vast en staat in voor de benoemingen.

§ 2. De Waalse Regering kan het nodige personeel voor de goede werking van het Centrum ter beschikking stellen.

Art. 15. Bovendien mag het Centrum contractueel gebonden personeel in dienst nemen, o.a. om :

1° te voorzien in buitengewoon en tijdelijk personeelstekort, hetzij voor de uitvoering van dringende taken, hetzij omwille van een uitzonderlijke werktoename;

2° ambtenaren te vervangen die hun functie niet vervullen of ze slechts part-time vervullen;

3° bijkomende of specifieke taken te vervullen die door de Regering zijn bepaald.

Art. 16. De Waalse Regering kent de voor de werking van het Centrum vereiste toelagen toe. Zij staat toe dat de kosten van het Centrum door de activa van de "C.R.A.C." worden gedekt.

Het Centrum is ertoe gemachtigd alle inkomsten die hem eventueel verschuldigd zijn, alsook toelagen en middelen in ontvangst te nemen.

HOOFDSTUK VII. — *Slotbepalingen*

Art. 17. Dit decreet treedt in werking de dag waarop het door de Waalse Gewestraad gestemd wordt, met uitzondering van artikel 2 waarvan de inwerkingtreding is vastgelegd op 30 juli 1992.

Kondigen dit decreet af en bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 23 maart 1995.

De Minister-President van de Waalse Regering,
belast met Economie, KMO's, Externe Betrekkingen en Toerisme,

R. COLLIGNON

De Minister van Technologische Ontwikkeling, Wetenschappelijk Onderzoek, Tewerkstelling en Beroepsopcliding,

A. LIENARD

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden, Ambtenarenzaken en Begroting,

B. ANSELMÉ

De Minister van Ruimtelijke Ordening, Patrimonium en Vervoer,

A. BAUDSON

De Minister van Openbare Werken,

J.-P. GRAFE

De Minister van Sociale Actie, Huisvesting en Gezondheid,

W. TAMINIAUX

De Minister van Leefmilieu, Natuurlijke Hulpbronnen en Landbouw,

G. LUTGEN

F. 95 — 824

[C — WIN — 27173]

24 MARS 1995. — Arrêté ministériel relatif à l'émission d'une tranche de l'emprunt 7,25 % — 1998

Le Ministre des Affaires intérieures, de la Fonction publique et du Budget,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifiée par les lois spéciales des 8 août 1988 et 16 juillet 1993;

Vu la loi spéciale de financement du 16 janvier 1989 relative au financement des Régions et Communautés, et notamment l'article 49;

Vu le décret du 16 décembre 1994 contenant le budget des recettes de la Région wallonne pour l'année budgétaire 1995;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 octobre 1993 portant règlement du fonctionnement du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 janvier 1994 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1994 relatif aux titres représentant la dette des Communautés et Régions;

Vu l'accord du Ministre des Finances de l'Etat fédéral, donné le 14 octobre 1994;

Vu la convention d'émission conclue entre la Région wallonne et la CGER-Banque S.A. le 10 novembre 1994;

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 1994 relatif à l'émission de l'emprunt 7,25 % — 1998, et notamment l'article 3;

Considérant qu'il y a lieu de prendre sans délai les dispositions nécessaires en vue du lancement d'un emprunt obligataire intérieur pour le financement du déficit autorisé,

Arrête :

Article 1er. La Région wallonne émet aux conditions visées ci-après une deuxième tranche de l'emprunt intérieur dénommé "Emprunt 7,25 % — 1998".

Art. 2. Les conditions spécifiques d'émission de la deuxième tranche de l'emprunt sont les suivantes :

§ 1er. L'emprunt est représenté par des obligations au porteur de 10 000 francs et de 50 000 francs, sous forme scripturale ou totalement dématérialisée avec possibilité pour le porteur de demander la livraison en vif.

Les inscriptions nominatives ne sont pas autorisées.

§ 2. La deuxième tranche de l'emprunt est émise pour une période de 3 ans 1 mois 19 jours, soit du 27 avril 1995 au 15 juin 1998.

§ 3. La période de souscription publique de la deuxième tranche de l'emprunt est fixée du 4 au 13 avril 1995. Il peut toutefois y être mis fin avant cette dernière date.

§ 4. Les obligations livrées en vif, munies de trois coupons d'intérêts annuels, sont revêtues de la griffe du Ministre du Budget, ainsi que du visa de la Cour des comptes.

§ 5. La deuxième tranche de l'emprunt porte un intérêt au taux de 7,25 % l'an à partir du 27 avril 1995. Les intérêts seront payables le 15 juin des années 1996 à 1998.